



Contre Sommet Africain du G8 :



Les peuples réclament un monde juste et solidaire

P 4

Editorial

Depuis plus de 33 ans, les dirigeants des puissances internationales se réunissent pour selon eux apporter des solutions aux problèmes du monde. Il n'a jamais été question de savoir qui sont ceux qui créent ces problèmes. En 1999, les dirigeants ont accepté l'allègement de la dette publique de certains pays pauvres avec l'application de l'initiative PPTE.

Le directeur général de l'Unesco a déclaré que des dirigeants du G8 n'ont jamais tenu leurs promesses et il a également profité du récent sommet G8 au Japon pour rappeler aux Etats et gouvernements des pays membres qu'ils détiennent le pouvoir d'infléchir le cours de la tendance largement défavorable au développement et de contribuer à mettre un terme à l'extrême pauvreté.

Aujourd'hui, en Afrique, 33 millions d'enfants ne vont pas à l'école par manque d'infrastructures scolaires et d'enseignants de qualité. L'un des Objectifs du Millénaire pour le Développement ne sera pas atteint parce que plus de 75 millions d'enfants n'ont pas accès à l'éducation primaire dans les pays du tiers monde. Les populations ne savent ni lire, ni écrire et demeurent prisonniers de l'extrême pauvreté.

Pour mettre un terme à cette injustice, les pays du G8 doivent tenir leurs promesses par l'application d'une série d'engagements antérieurs et accroître l'aide financière aux pays les plus fragiles dans leurs efforts pour assurer une éducation de qualité à chaque enfant de la planète d'ici 2015. La montée du mouvement social dans le monde en général et en Afrique en particulier, poussera un jour les dirigeants du G8 à tenir leurs promesses. Le Forum des Peuples, contre Sommet Africain du G8, s'est déjà engagé dans ce sens.

La Rédaction

Assemblée Nationale

**Journée de plaidoyer
de la CAD-Mali
sur la dette et les
droits humains
et les APE**

P 2-3

7^e édition du Forum des Peuples

**les
alter-mondialistes
exigent
la suppression de
la Banque Mondiale**

P5

La CAD-Mali en campagne contre les APE



Mme Diop Aïssata Maïga, représentante du Haut Commissariat à la Sécurité alimentaire, apporte ici son soutien à la lutte de la CAD-Mali.

Drissa Traoré

Après la restitution à Bamako de son étude d'impacts des Accords de Partenariat Economique (APE) sur les Services Sociaux de base (Education, santé et Alimentation), la Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD-Mali), a organisé des actions d'information et de sensibilisation dans les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Mopti, Gao et Sikasso du 15 au 28 mai 2008. Ces ateliers étaient animés par Moctar COULIBALY, conférencier et Drissa TRAORE, Chargé de projet.

Ces ateliers visaient à développer la capacité de compréhension des participants à cerner les enjeux et les impacts des APE afin qu'ils puissent adhérer à la campagne.

Moctar Coulibaly dans son intervention a défini les APE comme le principal instrument de coopération économique et commerciale entre l'UE et ACP dont la base fondamentale est l'établissement d'une zone de libre échange. L'étude d'impacts réalisée par la CAD-Mali a révélé ou confirmé certains impacts des APE. Ainsi, le conférencier a souligné la perte des recettes fiscales qui engendre le désengagement de l'Etat dans les secteurs sociaux telles l'éducation, la santé....

Ce qui engendra l'augmentation des effectifs pléthoriques et la prolifération d'écoles privées inaccessibles aux pauvres.

Cela est malheureusement valable pour la santé.

Concernant l'alimentation, en l'Etat actuel les marchés ACP sont déjà inondés de produits importés de l'Europe, cette situation sera aggravée avec la signature des APE. Entre autres conséquences, les habitudes alimentaires vont intégralement changer, les productions locales seront progressivement abandonnées. Pour lutter contre cela, il faut promouvoir la consommation locale, a suggéré, le conférencier.

Aussi, a-t-on appris à travers un témoignage que le marché de Mopti est inondé des oignons venus des Pays Bas et vendus deux fois moins chers que ceux venant de Borkho un village dans la région de Mopti. D'autres nous ont également confié que les normes sanitaires imposées découragent les commerçants. « Signer les APE c'est signer notre certificat de décès, donc on doit se lever pour dire ensemble non aux APE » a martelé un élu de Mopti.

Le conférencier a souligné « On peut bien ne pas signer les APE et accéder au marché européen conformément à l'Initiative Tout Sauf les Armes (TSA) qui implique que les Pays les moins Avancés (PMA) peuvent exporter vers l'Europe tous les produits sauf les armes », a dit le conférencier.

Par rapport à la signature individuelle,

il n'a pas manqué de dénoncer le chantage de Bruxelles en concluant que le marché européen n'est pas indispensable pour le Ghana et la Côte d'Ivoire.

Ces rencontres ont été marquées par certaines interventions parmi lesquelles, on peut citer le Directeur Régional des Douanes de Tombouctou, GAO et Kidal qui a dit : « Je suis solidaire au combat de la CAD-Mali car la survie des services de douanes en dépend ; donc, avec les APE la douane est menacée, elle ne se consacrera qu'à la lutte contre les contrefaçons et les stupéfiants et c'est le chômage et la retraite anticipée qui vont taper à la porte de la douane ». Cependant, il a rappelé que le gouvernement se bat autrement à travers la détermination des produits sensibles qui sont au nombre de 292 au Mali.

Le conférencier a conclu que « sans être pessimiste, ses accords seront signés mais de façon isolée ; et tant que l'intégration régionale n'est pas effective on ne viendra jamais au bout de l'UE ». De Kayes à Koulikoro, les rencontres ont permis aux participants de cerner les impacts des APE de façon générale et sur les services sociaux de base (éducation, santé et alimentation) en particulier. Après les ateliers dans les régions, la CAD-Mali a également organisé une série d'activités à Bamako pour diffuser les résultats de l'étude, auprès des services techniques de l'Etat, organisations de la société civile, opérateurs économiques. Au cours d'un atelier, la CAD-Mali et le CNPANE (Comité National de Pilotage des Acteurs Non Etatiques) ont pu échanger sur le document de positionnement des Acteurs Non Etatiques (ANE) afin de permettre au large public de s'approprier du contenu dudit document.

La tenue de ces différentes activités en langue nationale Bamanankan a été un atout de taille pour la compréhension de la problématique des APE par les communautés.

On peut également mettre à l'actif de ces rencontres l'adhésion des participants à la campagne contre les APE dans leur forme actuelle à travers la signature de pétitions.

D. T

La CAD-Mali échange avec les Députés sur la Dette et les APE

Drissa Traoré

La salle Aoua KEITA de l'Assemblée Nationale a abrité le 14 juin 2008, une Journée d'information et de sensibilisation sur la dette, les droits humains et les APE organisée par la Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD Mali). Cette journée s'inscrit dans le cadre des activités de mobilisation sociale en faveur de l'annulation de la dette, la promotion des droits humains et la non signature des APE dans leur forme actuelle. Une soixantaine de députés représentants des différentes commissions et groupes parlementaires a assisté à cette journée.

Dans son allocution d'ouverture, Madame BARRY Aminata TOURE, Présidente de CADMali, a déclaré que la CAD-Mali s'est assignée comme mission principale de lutter contre la dette odieuse, écologique, historique, et les questions liées aux programmes d'ajustement structurel, d'exiger des réparations et de se battre pour l'autodétermination des peuples.

Aussi, a-t-elle souligné que la présente rencontre a pu être réalisée grâce à l'appui financier des partenaires Diakonia et Oxfam Novib. Selon elle, la CAD-Mali a toujours considéré les députés comme des alliés et non des adversaires.

Quant à l'honorable Assarig Ag IMBARCAOUANE, 2ème Vice Président, représentant le Président de l'Assemblée nationale, traite la dette à divers échelons mais son rôle, c'est la ratification des accords de prêts. Pour lui, «la dette du Mali a été annulée à 50% et le Mali, en tant que Pays moins avancé, est obligé de s'endetter». Selon toujours l'honorable : «le Mali est l'un des rares pays qui payent régulièrement ses dettes». Abordant la question des APE, le 2è Vice-Président dira ceci :

«le Mali signera les APE parce que le Mali gagnera 700 Milliards».

Après la cérémonie d'ouverture, deux communications ont été présentées sur les thèmes «la dette et les droits humains » présenté par Madame Barry Aminata Touré et «les Accords de Partenariat Economique (APE) entre Union Européenne et les pays Afrique Caraïbe et Pacifique (ACP)» présenté par Moctar Coulibaly, membre de la CAD-Mali.

Sur le thème «Dette et Droits Humains», Madame Barry Aminata Touré définit la dette extérieure comme l'ensemble des montants empruntés par un Etat auprès des Institutions Financières Internationales, les banques privées ou auprès d'un autre Etat : il s'agit aussi bien des dettes publiques et privées qui peuvent être bilatérales ou multilatérales. Il ressort de son exposé que le Mali a bénéficié des allègements de dette dans



Les représentants de la CAD-Mali et de l'AN lors de la cérémonie d'ouverture de la journée de plaidoyer. Mme Barry Aminata (CAD) et Assarig Ag IMBARCAOUANE (2è VP de l'AN) au centre.

Le cadre de l'initiative PPTTE puisse que la dette du pays est insoutenable et insupportable. Selon elle, cette éligibilité était assortie de conditionnalités qui se sont traduites par l'élaboration d'un Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté

(CSLP), comprenant des réformes dans certains secteurs sociaux et la privatisation des entreprises (EDM, SOTELMA ...). « C'est pourquoi, on ne cessera de dire que les conditionnalités dépouillent les Etats endettés de leur souveraineté et par ricochet privent leurs peuples de décider de leur sort », a dit la conférencière.

Elle affirme que le remboursement de la dette constitue un obstacle au développement et aux droits économiques, sociaux, culturels et politiques car on assiste à l'augmentation du taux de chômage, la diminution permanente des dépenses sociales. Elle n'a pas manqué de qualifier les PAS de politiques anti-sociales cautionnées par des dirigeants impopulaires.

Selon la conférencière, des pistes alternatives au surendettement existent : certaines dettes peuvent être qualifiées de dettes odieuses, c'est à dire des dettes contractées par un régime qui a utilisé la dette à des fins militaires ou douteuses et qui n'a pas été bénéfique aux communautés; et par conséquent peut être répudiée.

Cela est applicable aux dettes contractées par les régimes dictatoriaux. D'autres dettes peuvent être répudiées : les dettes illégitimes sont celles contractées au nom des

Populations, mais n'ayant pas servi au développement des pays. Elles ont été l'objet de détournement, de corruption ou ont servi à enrichir les multinationales.

La CAD-Mali rejette les programmes d'ajustement structurels et autres politiques néolibérales et souhaite l'implication de la société civile dans le suivi de la mise en oeuvre et l'évaluation du CSCRP (CSLP II). Parmi les alternatives possibles, il faut renforcer la protection de la production locale et rejeter les APE, l'AGO (African Growth and Opportunity Act). Elle s'est fixé comme objectifs de demander l'annulation totale et inconditionnelle de la dette bilatérale et multilatérale du Mali «Nous ne devons rien nous ne payons rien» !!

Moctar Coulibaly, dans son exposé sur les APE, a laissé entendre que la signature des APE dans leur forme actuelle entraînera la dépendance financière des Etats ACP. En effet, la baisse voir la disparition des droits de douanes entraînera une importante perte de recettes douanières, hypothéquera le développement des Pays ACP en ce sens que la suppression des barrières douanières à l'importation mettra en concurrence directe les produits de l'Europe avec ceux de certains pays les plus appauvris du monde comme le Mali, et entraînera le bouleversement du processus d'intégration des pays ACP. Suite à ces exposés, les débats ont été très riches et intéressants. Cette rencontre a permis aux honorables députés de s'informer d'avantage sur la dette et les APE et leurs impacts sur l'accès aux services sociaux de base.

DT

Contre sommet africain du G8 : Les femmes et les jeunes très actifs

Yoro Bi Ta Raymond

Pendant trois jours plus d'un millier de participants venus des pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique ont pris part à la 7ème édition du Forum des Peuples, contre sommet Africain du G8. C'est dans le village de Katibougou que les activités se sont déroulées du 06 au 09 Juillet 2008.

Les autorités politiques et administratives de la région étaient présentes aux différentes cérémonies d'ouverture et de clôture. Elles ont été accueillies à la cérémonie d'ouverture par des cris et des banderoles des travailleurs de l'Huicoma sur lesquelles on pouvait lire des mots très forts tels «justice pour les travailleurs licenciés de l'HUICOMA», «l'Etat malien, groupe Tomota, nos vies valent mieux que vos profits», «les grévistes de Morila revendiquent leurs droits».

Au cours de la cérémonie officielle d'ouverture Mme Barry Aminata Touré, Coordinatrice générale du Forum, a présenté les grandes thématiques du Forum qui demeurent les préoccupations majeures des pays du Sud en général et ceux d'Afrique en particulier à savoir : les Programmes d'Ajustement Structurel, les privatisations, l'agriculture africaine, les OGM, la dette, l'audit citoyen de la dette, les APE, la cherté de la vie, la transparence budgétaire, les industries extractives et les droits humains."

Mme Barry notera enfin que cette année,

l'innovation du Forum des Peuples de Katibougou est la création de l'espace jeunes et de l'espace femmes qui permettraient aux deux entités d'identifier leurs difficultés et de proposer des recommandations alternatives.

Ainsi le mardi 08 juillet 2008, les femmes participantes du Forum ont échangé au cour de l'espace femmes. Elles ont de façon unanime déploré l'absence de la femme aux prises de décisions en Afrique alors qu'elles représentent 52 % de la population. Pour remédier à cette situation, des recommandations ont été faites parmi lesquelles on peut citer :

- L'implication des femmes dans le processus d'élaboration et de mise en oeuvre des politiques nationales et internationales ;

- Le financement de projets et programmes à l'initiative des femmes ;

- La forte implication des femmes dans l'agriculture et la transformation des produits agricoles....

Elles ont également souhaité la création d'une plate forme régionale d'échanges d'expérience et d'actions des femmes dénommée «Force Africaines des Femmes» ; Quant à l'espace jeunes, les thèmes "l'immigration", "le développement", "l'emploi des jeunes" et "les relations Nord-Sud" ont été développés.

L'espace jeunes a également dénoncé la nouvelle forme déguisée du pillage de l'

'Afrique par l'Europe à travers le système de visa. Sur une cinquantaine de demandes de visas à raison de 50 000 Fcfa par demande auprès de l'Ambassade de France au Mali par jour, seulement deux sont favorables. Ce sont environs Deux Millions (2 000 000) Fcfa que l'Ambassade de France au Mali escroque aux pauvres demandeurs de visas. Cette somme n'est pas remboursée au demandeur mais envoyée dans les caisses de l'Etat français. C'est une manière de dire, "Nous n'avons pas besoin de vous sur notre territoire mais de votre argent pour nous enrichir".

La directive retour votée par les eurodéputés le 18 juin 2008 a été qualifiée de loi xénophobe et raciste par les jeunes. Une campagne pour le rejet de la directive retour et pour le remboursement des frais de visa refusés va être menée par le Comité de suivi de l'espace jeunes. Les positions prises par des Présidents Chavez, Correa et Morales à l'égard de la "directive de la honte" ont aussi reçu l'adhésion totale des jeunes.

Il est à noter également que l'espace jeunes a reçu la visite du représentant du guide de la révolution lybienne en la personne du 1er Conseiller de l'Ambassade de Lybie au Mali venu spécialement à Katibougou pour apporter le soutien de la Lybie au Forum de Peuples

YTR

Contre Sommet Africain du G8, du 06 au 09 Juillet 2008: les mouvements sociaux appelés à l'unité d'action

Yoro Bi Ta Raymond

"Migration et mondialisation", "Démocratie et décentralisation", "quel rôle et place de la femme africaine dans le processus de mondialisation", "la problématique de la dette extérieure des pays africains", tels sont les thèmes débattus au Symposium du contre sommet africain du G8 à Katibougou. Mme Aminata Dramane Traoré, Mohamed Tabouré, Victor Sy et Jérôme Ollier ont été les principaux animateurs de ce symposium qui a lancé officiellement les activités du Forum des Peuples avec comme le thème central : l'Afrique dans la mondialisation néolibérale, les mouvements sociaux : acquis, menaces et opportunités.

Jérôme Ollier, du Cadtm a dénoncé le pillage des pays africains par les états colonisateurs que sont les pays d'Europe avec la complicité des institutions financières internationales tels que le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale. Quant à Mohamed Tabouré du journal Sanfin, les dirigeants africains sont en réalité piqués pour être endormis.

Les peuples africains ont intérêt à se

réveiller car la mondialisation n'est pas à humaniser. C'est une coopération contre l'impérialisme qui s'impose aux peuples et également une coopération pour l'annulation de la dette des pays du sud en général et celle des pays africains en particulier.

Pour Mme Aminata Dramane Traoré, le gonflement des flux migratoires n'est pas le fait des peuples d'Afrique, mais le résultat de programmes d'ajustement structurel qui

ont mis les économies des pays africains à genoux, le résultat du commerce déloyal, le résultat de la corruption qui gangrène les économies des pays africains, le résultat aussi de la perte de repère. Elle a terminé son intervention par un constat dans le comportement des jeunes africains en disant ceci : «nous sommes dominés parce que



Une vue des participants lors de la cérémonie d'ouverture de la 7è édition du Forum des peuples

les cultures des autres». Les débats qui ont suivi après les interventions des conférenciers ont été très intéressants. Le temps prévu pour le symposium a été largement dépassé par la qualité des différentes interventions des participants. Il faut noter également une forte participation des femmes et des jeunes à ce contre sommet africain du G8. **TRY**

La déclaration du Forum des Peuples

Le monde entier traverse depuis plusieurs décennies une crise économique et sociale d'une extrême gravité. Elle se caractérise par une offensive générale du capital financier international laquelle se traduit par la destruction systématique des conquêtes sociales des travailleurs, la militarisation des relations internationales, l'intensification des guerres, de conquête coloniale et de domination impérialiste (Irak, Afghanistan, Palestine), le chantage nucléaire, la criminalisation de l'immigration, la flambée des prix des hydrocarbures, la crise alimentaire, la poursuite effrénée des réformes meurtrières des Institutions Financières Internationales (FMI-BM-OMC), les privatisations anarchiques des secteurs vitaux de nos économies.

Malgré l'extrême gravité de la situation dans le monde, le G8, ce directoire mondial informel, illégitime et antidémocratique continue à faire des effets d'annonce et des promesses non tenues. En 2005, son engagement en faveur des pays pauvres a permis l'annulation d'un montant dérisoire de 39 milliards de dollars US alors que le Continent africain à lui seul devait 215 milliards de dollar US et l'Amérique Latine 723,6 milliards de dollar US. Pour la même période, le transfert net de capitaux du Sud vers le Nord était de 354 milliards de dollar US pendant que l'aide publique au développement se réduisait comme une peau de chagrin et que le montant de la dette culminait à 2800 milliards de dollars ! La Fao (organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture) a souligné en 2008 que la part de l'agriculture dans l'aide publique au développement a chuté, passant de 17% en 1980 à 3% en 2006. Les Institutions Financières Internationales et Régionales ont baissé d'une manière drastique les ressources destinées à l'activité agricole qui est le moyen d'existence principal de 70% des pauvres dans le monde. Dans certains cas, le portefeuille de prêts à l'agriculture d'une institution est passé de 33% en 1979 à 1% en 2007.

Alors que la grande majorité des populations dans le monde souffre de manque de nourriture, quelque 2,3 millions de tonnes de riz sont actuellement stockées par le Gouvernement japonais dans une dizaine d'immenses hangars réfrigérés et risquent d'être livrés aux animaux. En terme de maîtrise de l'eau, de construction d'infrastructure, de capacités de commercialisation, d'accroissement de la production végétale et de la réduction de la faim, la FAO précise qu'il faut un investissement de 25 milliards de dollars us par an.

Alors que le monde ne demande que 30 milliards de dollars par an pour relancer l'agriculture et éradiquer définitivement la faim, 1200 milliards de dollars us sont dépensés pour l'armement

pendant que 862 millions de personnes meurent de faim dans le monde !

Quel scandale !

Nous participants de la 7ème édition du Forum des Peuples tenue du 06 au 09 Juillet 2008 à Katibougou-Koulikoro (Mali), considérant :

* L'endettement massif des Pays du Sud contrastant avec l'état de pauvreté généralisée des populations de ces pays ;

* La mise sous tutelle des économies des Etats du Sud par les privatisations et le contrôle des entreprises privatisées par les multinationales ;

* La volonté manifeste du contrôle de notre agriculture à travers l'imposition des OGM (Organismes génétiquement modifiés) par les firmes multinationales de semence ;

* L'imposition de la signature des Accords de Partenariat Economique (A. P.E.) Entre l'Union Européenne et les Pays ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique) par la division et la signature d'accords intermédiaires avec certains pays africains ;

* Le pillage systématique organisé de nos ressources naturelles par les multinationales, propriétés du G8 et des pays émergents comme la Chine, avec la complicité affichée de nos Chefs d'Etat ;

* L'existence de la crise alimentaire artificiellement créée et entretenue par le système capitaliste néolibéral pour favoriser l'introduction des OGM et recourir permanemment à l'arme alimentaire comme politique de pression et de chantage ;

* L'absence totale de la société civile par rapport à la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide ;

* Le protectionnisme et les phobies de l'Europe qui impose d'une main des accords de libre commerce et de l'autre s'érige en forteresse assiégée, s'opposant à la libre circulation des populations du sud. Nous participants à la 7e édition du forum des peuples de Koulikoro,

Exigeons ce qui suit : auprès des Etats

- Le rejet des Accords de Partenariat Economique entre l'Union Européenne et les Pays ACP dans leurs formes actuelles

- Plus de transparence dans l'utilisation des recettes tirées de l'exploitation des ressources naturelles.

- La Mise en place de stratégies nationales de lutte contre la corruption ;

- Des démarches courageuses pour la promotion de l'agriculture paysanne (intrants, redevance d'eau, augmentation du budget de l'agriculture à hauteur de 10% du budget National)

- La prise de mesures courageuses contre les privatisations et pour l'extension des

services publics, au Mali, particulièrement, l'arrêt du processus de privatisation de la CMDT et de l'Office du Niger. Rendre justice aux travailleurs licenciés de l'HUICOMA

- L'augmentation significative des budgets alloués à l'éducation et la santé.

- L'arrêt des politiques de privatisation massives de l'école.

Au niveau international

- La Révision des politiques commerciales prônant le libre échange, source d'inégalités et d'injustice et la promotion de politiques commerciales socialement justes et écologiquement durables ;

- L'annulation totale et inconditionnelle de la dette extérieure des Pays du Tiers-monde

- La suppression pure et simple de la Banque Mondiale et du FMI et leur remplacement par la Banque du Sud instrument privilégié de coopération et de financement du développement sur des bases plus justes et équitables ;

- L'arrêt immédiat et sans condition des ingérences extérieures dans les affaires intérieures des Etats, et le respect strict du principe à l'autodétermination pour tous les peuples du monde ;

- L'arrêt des privatisations dans les pays du Sud, du contrôle des Entreprises par les multinationales protégées par l'Organisation mondiale du Commerce ;

- L'Annulation de la directive retour dite « directive de la honte » de l'UE et la dénonciation du pacte européen pour l'exil de Nicolas Sarkozy ;

- La suppression du système FRONTEX, arsenal militaire pour protéger la forteresse européenne et arrêter les politiques répressives et racistes sur les migrations

A l'endroit des mouvements sociaux

- L'engagement sans faille des mouvements sociaux pour lutter contre la forme actuelle des Accords de Partenariat Economique

- La Sensibilisation de la population au changement de comportement de consommation en promouvant les produits locaux au profit des produits importés.

- La sensibilisation des populations aux enjeux des APE et la formation d'un front uni contre ces politiques libérales

- L'Encouragement des populations à s'approprier du contrôle citoyen de l'action publique.

Fait à Katibougou, le 09 Juillet 2008

LE FORUM

30 ans de sommet des riches : discours officiels et réalités

Alexandra Zech

Cette année, le 33ème sommet du G8 a eu lieu à Hokkaido, au Japon sur le thème « changement climatique et développement en Afrique ». Les dirigeants des pays les plus riches se sont réunis alors que le contexte actuel est extrêmement tendu : hausse des prix des matières premières de l'ordre de 57% selon l'ONU entraînant une crise alimentaire mondiale, crise financière, hausse des cours records du prix du pétrole.

Dans un tel contexte, face à la crise alimentaire, le G8 veut doubler la production des denrées alimentaires dans les pays africains via le CAADP (Programme Intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique) dans 5 à 10 ans, prône la réforme de la FAO et souhaite investir 10 milliards de dollars pour l'aide alimentaire et la production alimentaire dans les pays touchés. Même s'il souhaite réduire « au maximum la volatilité des prix », rien n'est dit pour la régulation de la spéculation financière.

Rien non plus sur la réduction des subventions à leurs agriculteurs qui défavorisent les producteurs du Sud. Par contre les recettes néolibérales sont toujours prônées avec ferveur :

l'ouverture des marchés pour les produits agricoles, encouragement de l'action des institutions financières internationales.

En ce qui concerne le réchauffement climatique, le G8 s'est engagé à réduire de 50% les émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici 2050 et à investir plus de 10 milliards de dollars chaque année pour la recherche en énergies propres.

Si on désire que le G8 s'engage à prendre des mesures courageuses et s'y tiennent, on sait aussi que les décisions prises lors des sommets sont autant d'effets d'annonce pour légitimer la réunion des pays riches plutôt qu'une réelle volonté d'inverser la situation mondiale.

Petite revue non exhaustive de quelques Échecs...

Aide Publique au Développement ... 10% des dépenses mondiales en armement suffiraient

En 2005, lors du Sommet de Gleneagles (Royaume Uni) qui a mis l'accent sur l'Afrique, les dirigeants se sont engagés à doubler l'APD de 25 milliards US en 2004 à 50 milliards en 2010. Nous sommes toujours très loin de ces objectifs et l'OCDE a même enregistré en 2007 une baisse de 8,4% d'aide au développement octroyée par 22 pays riches. Ce recul est

surtout marqué pour la France, le Royaume Uni, le Japon.

Pourtant, selon Oxfam international « Forte de 103 milliards de dollars, l'aide au développement ne représente toujours que 10% des dépenses mondiales en armement – ou 25% de ce que les Etats-Unis ont dépensé pour la guerre en Irak. Le volume d'aide équivaut à l'apport de 1,70 dollars hebdomadaire par habitant des pays riches ».

Initiative PPTE, comment rendre la dette remboursable

Depuis le sommet de Lyon (France) en 1996, tous les sommets du G8 se sont prononcés pour un allègement massif de la dette publique. La dette est qualifiée de « fardeau ». A Cologne (Allemagne) en 1999, le G8 confirme l'initiative PPTE lancée à Lyon et se prononce pour « l'annulation totale de façon bilatérale de la dette au titre de l'APD ».

Pourtant derrière ce discours qui pousse les populations au nord et au sud à croire que la dette a vraiment été annulée se cache un système pernicieux visant rendre la dette « soutenable », c'est-à-dire remboursable.

L'objectif fondamental de l'initiative PPTE est de consacrer les ressources dégagées par l'allègement de la dette aux programmes de réduction de la pauvreté. Les états sélectionnés (si le PIB par habitant est inférieur à 875\$ et si le service de la dette est jugé insoutenable) ont été soumis à des conditionnalités comme l'utilisation des fonds selon la stratégie de réduction de la pauvreté du FMI et s'ils s'engageaient à mener à bien les Programmes d'Ajustement Structurel. C'est quand les Etats ont bien suivi les prescriptions du FMI, qu'ils se sont vus fournir le reste de l'allègement de dette convenu. Au total le nombre des PPTE est de 42 dont 34 en Afrique subsaharienne.

Selon le PNUD, les 22 premiers PPTE sélectionnés auraient, au minimum, besoin de 2,7 milliards de dollars par an pour atteindre les objectifs de 2015 en matière de santé et d'éducation, alors que ces pays remboursent toujours plus de 2 milliards de dollars de par an, à l'issue de l'initiative PPTE.

En Afrique, les objectifs concernant la santé, initialement prévus pour 2015 ne seront atteints que dans plus d'un siècle

Le sommet du G8 d'Hokkaido (Japon) s'est également tenu à mi parcours du calendrier des OMD.

Va-t-on parvenir à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement ?

En Afrique, les objectifs concernant la santé, initialement prévus pour 2015 ne seront atteints que dans plus d'un siècle ! En 2007 à Heiligendamm (Allemagne), le G8 a réaffirmé son soutien pour l'accès universel à la prévention et au traitement, aux soins et au soutien des malades atteints du VIH-Sida en Afrique d'ici 2010. Le G8 déclare « travailler avec l'industrie pharmaceutique pour faciliter la fourniture aussi large possible des médicaments peu coûteux » mais démontre un « attachement à une protection forte et efficace des droits de propriété intellectuelle qui constituent une incitation à la recherche et au développement des médicaments vitaux ». Ce sont pourtant ces droits de propriété intellectuelle qui empêchent les pays émergents de produire des médicaments peu coûteux. Les dirigeants du G8 semblent préférer privilégier leurs intérêts nationaux et ceux des lobbies pharmaceutiques.

Concernant l'éducation, en 2000 à Okinawa (Japon), le G8 « soutient la réalisation des objectifs d'accès universel à l'éducation primaire dans tous les pays d'ici 2015 et d'égalité des sexes dans la scolarisation d'ici 2005 ».

Pour 2005, les engagements n'ont pas été respectés dans la plupart des pays et les chances d'atteindre ceux de 2015 s'estompent. « Aucun gouvernement sérieusement déterminé à assurer l'éducation de tous ne doit être freiné dans ses projets du fait d'une absence de ressources », cela a été réaffirmé à Gleneagles en 2005 où il déclare « investir davantage dans une éducation de meilleure qualité, dans le recrutement d'enseignants supplémentaires et dans de nouvelles écoles ».

Il existe un écart inacceptable entre le discours et les résultats, les niveaux d'investissement publics stagnent ou sont en baisse dans plusieurs pays.

Cela fait maintenant 33 ans que les pays les plus riches qui ne représentent que 13,5% de la population mondiale, mais produisent les deux tiers des richesses du monde, se réunissent chaque année pour débattre des « problèmes cruciaux qui affectent le monde ».

Symbole du dogme néolibéral, le G8 en mal de légitimité accumule les promesses et les grandes déclarations. Si le discours officiel désire aider les pays en voie de développement, les actes, eux maintiennent la domination et l'exploitation des pays du sud.

AZ

Le réquisitoire des travailleurs de l'Huicoma au contre Sommet du G8

Nouhoum Kéïta

Depuis plus d'une année, Koulikoro la ville portuaire du Mali se meurt à petit feu suite au démantèlement progressif de ses unités industrielles qui faisaient sa fierté d'antan. Le cas le plus dramatique est celui de l'HUICOMA.

Le Collectif des Travailleurs licenciés de cette unité industrielle a battu le rappel de ses membres pour participer au Forum des peuples.

Leur porte-parole Ibrahima Diarra a dressé un état des lieux accablant pour les autorités concernant la privatisation de l'Huicoma.

Plusieurs tentatives avaient échoué entre 2002 et 2003 d'abord avec une société de droit français désignée comme adjudicataire provisoire.

Ce choix n'ayant pas intégré le volet social exigé par les travailleurs tourna court et les négociations avec SOMDDIA en vue de conclure le protocole de cession échouèrent.

Ensuite, le même processus permit en 2003 de désigner SMOFAMAB comme deuxième adjudicataire provisoire en remplacement de SOMDDIA. Les négociations échouèrent de nouveau faute d'un accord avec les travailleurs concernant le plan social.

Le 2 juin 2005, le Gouvernement du Mali au terme d'un accord conclu avec le Groupe Tomota s'est désengagé de la société en tant qu'actionnaire majoritaire et lui a cédé 84,13% des actions tout en gardant 12% du Capital pendant une durée minimum de 5 ans à compter de la date de transfert des actions. L'accord scellé renferme des engagements entre le repreneur et l'Etat concernant le maintien du personnel permanent et le maintien de l'Etat dans le capital de la société.

Sur le maintien du personnel, Ibrahima Diarra rappelle que l'article 8 du protocole a dit clairement que le personnel contractuel de Huicoma présent dans l'effectif à la date de transfert sera maintenu avec l'ensemble de ses droits et ancienneté y attachés, et en particulier, ceux prévus par l'Accord d'Etablissement, que l'obligation de maintien du personnel à la date de transfert ne fait pas obstacle à la faculté qui est expressément reconnue à l'acquéreur de procéder, après la date de transfert, aux réorganisations qu'il jugera nécessaires, et ce conformément aux dispositions du code du travail malien et d'autres engagements contractuels pris par l'acquéreur.

Cette disposition précise également que les salariés qui ont atteint la limite d'âge à la date de transfert doivent jouir des droits attachés à cette situation par leur mise effective à la retraite et que l'acquéreur doit mettre en place dans un délai de 60 jours à compter de la date de transfert un plan social négocié avec les travailleurs et



Les ex-travailleurs de l'Huicoma et les réfoûlés ont été très actifs lors du contre sommet G8 à Katibougou.

acceptable pour le cédant.

Ce plan social sera pris en charge par Huicoma. Une obligation qui reste valable pendant une période de 18 mois après la date de transfert des actions.

Concernant le maintien de l'Etat dans le capital, il vise à garantir le respect par l'acquéreur de ses obligations en matière de réalisation des investissements et la sécurisation du personnel de la société. Malgré toutes ces dispositions, le Collectif des travailleurs licenciés dresse un constat amer : Aucun plan social en faveur des travailleurs n'a été mis en place jusqu'à ce jour ; l'engagement de l'acquéreur de maintenir la totalité du personnel n'est pas respecté, celui de poursuivre la réalisation de l'objet social de l'Huicoma à savoir le maintien des trois usines installés sur les trois sites industriels pendant une durée minimum de cinq ans à compter de la date de transfert n'est pas respecté.

Le repreneur Tomota a licencié 400 travailleurs depuis le 05 octobre 2007 pour motif économique après les avoir mis en chômage technique de trois mois en juin et juillet 2007 pour non disponibilité de la graine de coton. Les usines de Kita, Koutiala et Koulikoro sont toutes fermées !

Afin de stopper le chaos qui commençait à se dessiner, les syndicats de l'Huicoma se sont mis en ordre de bataille, ont alerté les plus hautes autorités. Malheureusement ils ont l'impression de prêcher dans le désert.

L'arrêt de l'Usine a des conséquences économiques et sociales particulièrement dramatiques pour les travailleurs et les populations de Koulikoro et du Mali.

Aucun produit de la société n'est sur le marché (huile, savon, aliment bétail et crème Karitéa), les villes industrielles de Koutiala, Koulikoro et Kita sont devenues des villes mortes.

A l'adresse du Forum, le porte-parole des travailleurs licenciés de l'Huicoma propose une plate-forme revendicative à soumettre aux autorités à savoir :

- La révision de l'ensemble des textes sur les privatisations et le code du travail en y prévoyant des dispositions spécifiques et expresses relatives au plan social ;
- La formation des cadres pour la mise en oeuvre des privatisations pour mieux préserver les intérêts de toutes les parties et en particulier ceux des travailleurs ;
- Faire le point des privatisations déjà exécutées et réaliser leur audit par les cabinets indépendants ;
- Mettre les travailleurs licenciés de Huicoma dans leurs droits (plan social conséquent ainsi que tous les droits acquis à la date du licenciement) ;
- La relance de la société Huicoma dans le cadre d'une délégation de gestion.

NK

Les femmes échangent leurs expériences sur la micro-finance

Nouhoum Kéïta

Des débats riches et animés ont marqué la deuxième journée du Forum des peuples. Les ateliers ont enregistré des participations record. Les femmes se sont retrouvées autour du thème de la micro finance : modèle de valorisation ou de dépréciation du pouvoir économique des femmes ?

Mme Emilie Atchaka du Cercle d'autopromotion pour le Développement durable (CADD) du Bénin et Mme N'Diaye Yacine Touré de la Fédération Régionale des Groupements de Promotion Féminine du Sénégal (F. R. G.P.F.S) ont développé tour ce thème. Les modératrices du débat étaient Julie Yaméogo du Burkina Faso et Mme Traoré Aby Tall du Sénégal.

Les deux conférencières ont fait l'historique de l'irruption des institutions de micro finance dans le financement du développement de nos pays. L'économie moderne avec son corollaire de monétarisation a entraîné des besoins de financement au niveau de tous les acteurs économiques aussi bien du secteur formel qu'informel. Si au niveau du secteur formel un système de financement classique est mis en place avec les banques et les établissements financiers, au niveau du secteur informel, la plus grande majorité des populations pauvres et vulnérables n'a pas un accès facile à un financement adapté et à des conditions non usuraires. Emilie Atchaka a rappelé que depuis trois décennies, plusieurs organisations internationales ont fait de la micro finance l'instrument privilégié de lutte contre la pauvreté. En procédant à une évaluation de cette politique, la conférencière en tire un bilan mitigé avec cependant quelques satisfactions comme celles du CADD Bénin. Au niveau de son organisation, la micro finance n'est pas la solution ultime à toutes les catégories de pauvres.

Deux catégories de pauvres sont ciblées dans les projets et programmes de micro finance : Celles et ceux qui ont un savoir et un savoir faire et ont besoin de ressources pour acquérir des moyens de production pour l'auto emploi, et celles des demandeurs d'emploi qualifiés qui pourront se faire recruter et avoir un revenu dans les micro et petites entreprises que la micro finance aurait permis de créer. La catégorie de pauvres que sont les vieillards, les malades, les impotents est exclue dans le système d'accès au crédit et doivent être prise en charge par les services sociaux de l'Etat.

Plusieurs types de micro finance existent, mais dans leur forme juridique, ils soulèvent des polémiques : Il y'a les coopératives ou mutuelles d'épargne et



Mmes Emilie Atchaka Tamadaho (CADD-Bénin) et Diaye Yacine Touré (FRGPF Sénégal)

crédit dont les sociétaires sont les clients ; les associations qui sont des structures créées par des personnes de bonne volonté pour venir en aide aux plus pauvres ; les sociétés de capitaux créées sous forme de sociétés anonymes (SA) ou de société à responsabilité illimitée (SARL) ; les ONG qui développent parallèlement à leurs activités principales, un volet de micro crédit pour accélérer l'atteinte de leurs objectifs.

Emilie a souligné que plusieurs Institutions de micro finance sont malheureusement créées pour servir des capitaux privés. Or, une telle vocation ne peut pas être compatible avec les intérêts des plus pauvres. De même, elle a déploré les conditions d'accès au crédit imposées aux clients dans de nombreuses institutions de crédit qui ne sont pas souvent loin des conditionnalités au niveau des banques classiques avec des taux d'intérêt et des garanties trop contraignants. Une situation, qui a amené la conférencière à dire qu'en l'absence d'une véritable politique d'accompagnement des pauvres, des crédits ne sont pas payés à terme échu et les débiteurs sont soumis à des traitements humiliants et dégradants. Sur l'expérience concrète du CADD, le système de micro finance est constitué exclusivement de coopératives dont les sociétaires sont uniquement les femmes de condition modeste. Une situation qui fait dire à Emilie qu'une micro finance bien menée et aux mains des femmes peut bel et bien valoriser leur pouvoir économique et améliorer leur statut dans la société.

D'où un appel à tous les artisans de la justice économique et sociale à aider le

CADD, à enraciner d'avantage son modèle de micro finance et à le partager avec beaucoup d'autres organisations au Bénin et dans la sous région.

Mme N'Diaye Yacine Touré dans une approche pédagogique participative a dressé la situation du Sénégal où plusieurs mutations se sont produites au niveau des mutuelles dans la gestion quotidienne des femmes.

Après avoir souligné l'importance de la microfinance, elle a décrit également le processus par lequel se structure sa gestion et l'exigence de formation des membres. Les discussions qui ont suivi les exposés ont établi que pour échapper aux taux d'intérêts usuraires imposés par plusieurs institutions de la micro finance, les femmes doivent créer elles mêmes des réseaux de mutuelles.

NK

Le Messager
Le Trimestriel d'information de la CAD/Mali

Siège social

Djélibougou, Rue 251/ porte 370 / BPE : 1539 Bamako
Tel : (223) 224 01 34 / E-mail : jubilecad-mali@cefib.org
Site Web : www.cadmali.org - www.forumdespeuples.org

Directeur de Publication

Mme Barry Aminata Touré
Tél : (223) 672 05 25

Rédacteur en Chef

Yoro Bi Ta Raymond
Cel : (223) 469 31 70 / 582 96 45

Comité de rédaction

Drissa Taroré, Nouhoum Konaté, Nouhoum Kéïta,
Témo Tamboura, Alexandra Zech, Yoro Bi Ta Raymond

Mise en page & Infographie

Moussa Coulibaly / Yoro Bi Ta Raymond
Cel : (223) 562 05 82